

## Plan d'actions de la DGCCRF



26 septembre 2016 :  
Le Directeur de cabinet du Ministre reçoit les  
fédérations et leurs syndicats nationaux



« Un déni de réalité dans une parodie de dialogue social ! »

Le départ du gouvernement de M. Macron a laissé un peu plus dans l'expectative les agents de la DGCCRF, sur les suites du plan d'actions mises en œuvre au printemps dernier.

C'est pourquoi les fédérations syndicales ont sollicité une audience auprès de Monsieur Sapin, Ministre de l'Economie et des Finances.

Les fédérations ont souhaité qu'il lève le voile sur les suites qu'il comptait donner à ce dossier.

C'est son Directeur de cabinet, Monsieur Aulagnon, qui a reçu les fédérations et les syndicats nationaux de la DGCCRF ce lundi 26 septembre 2016.

Philippe Grasset, Secrétaire Général de la **Fédération des Finances FO** et Dominique Gendron, Secrétaire Général adjoint du syndicat **CCRF-FO** étaient présents.

Le Directeur de cabinet a d'emblée annoncé que **Monsieur Sapin avait demandé à Mme la Secrétaire d'État, Mme Pinville, d'assurer « le portage politique » de ce dossier.**

Puis, il a confirmé le plan d'actions en cours, se plaçant dans la continuité des décisions du Secrétaire Général du Gouvernement.

**FO** a rappelé en premier lieu que sans l'**indispensable abondement en effectifs** et dans le contexte bloquant de l'interministérialité en DDI (y compris pour l'application de la mesure la plus simple, logique et symbolique : la visibilité CCRF), le plan d'actions oblige à des **mesures de compromis incompatibles avec les objectifs affichés** (par exemple maintien de services mixtes dirigés par un cadre non CCRF, en contradiction directe avec la mesure 1).

**Ce plan B, mené au pas de charge en piétinant le dialogue social, est clairement voué à l'échec !**

Les agents CCRF sont baladés de plan d'actions en plan d'actions conduisant irrémédiablement à l'échec, par la **recherche insensée d'une solution à la quadrature du cercle** (rétablir la chaîne de commandement en dépit de la césure DIRECCTE/DDI et sans création de postes d'IP / assurer l'efficacité et la présence de proximité sans création d'emplois ...).

**FO** ne cesse de dénoncer l'interministérialité mise en place dans le cadre de la RéATE, désormais déclinée dans le cadre du dernier plan d'actions CCRF sous le concept de l'interdépartementalité.

Cela se matérialise par la **mise en place d'organisations visant exclusivement à gérer la pénurie en effectifs** (mutualisations régionales, expérimentations d'interdépartementalité), dans, le plus souvent une parodie de dialogue social tant au niveau national que local.

**L'interdépartementalité et les mutualisations multiformes, fil rouge du plan d'actions DGCCRF, loin de régler les problèmes, ne font que les déplacer en les aggravant encore.**

**Elles conduisent inexorablement à la dégradation des conditions de travail des agents, à la remise en cause du maintien des missions et à la disparition d'implantations territoriales.**

**FO** a réaffirmé qu'un **abondement en effectifs** était indispensable et des **solutions rationnelles d'interministérialité « intelligente »** ont été présentées par notre syndicat national CCRF FO (mutualisation de l'immobilier, du parc automobile ; partage de l'information, collaboration inter-services...), avec des propositions pour la reconstruction d'une DGCCRF cohérente et efficace, de plein exercice des missions au plus près des usagers.

**En réponse, le Directeur de cabinet a mentionné que :**

- **le PLF 2017 confirmerait le moratoire sur les suppressions d'emplois à la DGCCRF ;**
- **Le débat sur la chaîne de commandement ne serait pas rouvert d'ici la fin de mandature de ce gouvernement ;**
- **Le plan d'actions devait aller à son terme, il en va de « sa crédibilité » ;**
- **Les projets de mutualisation en cours d'élaboration seront validés par la Direction Générale, après un examen attentif ;**
- **Le Comité Technique Personnels et Missions de la DGCCRF serait convoqué dans la première quinzaine de novembre ;**
- **La demande ministérielle de report de la mise en œuvre du RIFSEEP pour les corps de la DGCCRF, était toujours à l'arbitrage de la Fonction Publique.**

A la demande de **FO** d'une échéance à laquelle l'évaluation de ce plan d'actions aurait lieu, le Directeur de cabinet en a validé le principe sans être plus précis, sauf d'annoncer un nouveau point d'étape avec Mme Pinville, avant la fin de l'année.

Cette audience, sollicitée par les fédérations, a confirmé la poursuite du plan d'actions sans lever, loin s'en faut, toutes les interrogations qu'il porte en germes dont la mise en œuvre très diverse et souvent dans la plus grande opacité inquiète fortement les personnels.

Pour **FO** :

- Le moratoire sur les suppressions d'emplois à la DGCCRF ne fait qu'entériner l'inadéquation missions / moyens justifiant la mise en œuvre de mutualisations multiformes destructrices de missions et aggravant encore les conditions de travail des agents.
- La crédibilité du plan d'actions est purement illusoire dans le contexte de l'interministérialité et sa mise en œuvre au forceps s'apparente à de l'entêtement.
- La méthode du passage en force, désormais bien rôdée, se matérialise une fois de plus par la réunion d'un Comité Technique Directionnel ne faisant qu'entériner des décisions prises en amont dans une parodie de dialogue social.  
Des textes venant modifier le fonctionnement du réseau DGCCRF et impactant fortement les conditions de travail des agents (réseaux de contrôle, animation régionale,...) sont élaborés sans être soumis à l'avis du CT directionnel, contrairement aux obligations du Décret 2011- 184 relatif aux attributions des comités techniques.  
FO dénonce ces pratiques inacceptables.
- Le « portage politique » du dossier DGCCRF par Mme Pinville ne pourra guère consister qu'en la défense d'une administration « alibi », symptomatique de la tendance à des politiques publiques en trompe l'œil.

**La Fédération des Finances FO et CCRF-FO persisteront à dénoncer les aberrations du dossier DGCCRF et à défendre leur conception du Service Public républicain.**

